

RÉFUGIÉS

VOLUME 2 • NUMÉRO 127 • 2002

AFGHANISTAN
La course au
retour



ENVIRONNEMENT
L'heure
est à **l'urgence**



UNHCR
The UN Refugee Agency

Environnement : la situation est critique

En 1992, Sadako Ogata, alors Haut Commissaire du HCR, avait lancé une mise en garde sur les liens étroits entre la dégradation de l'environnement et les afflux de réfugiés.

Elle avait porté le débat devant la Conférence spéciale de l'ONU sur l'environnement et le développement qui

désormais jugée vitale, est dispensée sous diverses formes : écoclubs, présentations dans les écoles et pièces de théâtre, informent et sensibilisent les réfugiés, les populations locales et les autorités. En collaboration avec le HCR, la célèbre scientifique Jane Goodall tente d'introduire *Roots and Shoots*, un programme de sensibilisation à l'environnement, destiné essentiellement aux jeunes, dans les camps de réfugiés.

Aujourd'hui, la reforestation et la plantation d'arbres sont des éléments clés des efforts du HCR, tout comme des projets allant de simples techniques de jardinage à la diffusion de réchauds à faible consommation énergétique, en passant par la formation de gardes des parcs nationaux et l'imagerie par satellite.

Mais il y a encore beaucoup à faire, tant sur le plan de l'action que sur celui de la définition des priorités. Les questions environnementales sont reléguées au second plan, après des problèmes jugés plus urgents, alors qu'en fait les problèmes écologiques peuvent avoir des répercussions directes sur la protection, la sécurité, l'alimentation et la santé.

Les programmes écologiques sont certes coûteux. Mais aujourd'hui, l'heure est à l'urgence : une trentaine de camps devraient fermer très bientôt dans la corne de l'Afrique et le HCR entreprendra l'une de ses plus ambitieuses opérations de remise en état. Des centaines de milliers de réfugiés afghans sont en train de rentrer chez eux et, au Pakistan, quelque 200 sites qui ont accueilli une grande partie d'entre eux pendant des décennies auront sans doute besoin d'être réhabilités. Et l'Afghanistan est de nouveau frappé par une sécheresse impitoyable. Sadako Ogata a tiré la sonnette d'alarme il y a dix ans. Et le Haut Commissaire Ruud Lubbers a récemment souligné que si les problèmes écologiques étaient ignorés, cela mettrait en péril le principe même du droit d'asile.

UNHCR/A. HOLLMANN/CS-RWA-1994



Camps surpeuplés = dégradation de l'environnement.

s'était tenue à Rio de Janeiro, soulignant que si l'on savait déjà que les exodes massifs de réfugiés pouvaient entraîner des dommages écologiques, la dégradation de l'environnement, était quant à elle de plus en plus souvent à l'origine de déplacements de populations.

La guerre civile en Sierra Leone, par exemple – l'une des plus meurtrières des temps modernes avec ses dizaines de milliers de morts, son interminable cortège de réfugiés – est en partie née de la lutte pour le contrôle des immenses gisements diamantifères du pays.

Madame Ogata avait promis que le HCR s'engagerait davantage dans la protection de l'environnement, et depuis dix ans le thème de l'écologie en général est devenu plus porteur, à telle enseigne qu'un sommet mondial sur l'environnement et le développement durable se tiendra en Afrique du Sud dans le courant de l'année.

Les programmes du HCR couvrent à présent de multiples secteurs d'activité. L'éducation environnementale,

Corrigendum : la citation de Christine Mougne, en page 6 du numéro 126 de RÉFUGIÉS magazine, devrait se lire comme suit : "Personne n'avait songé que 30% des chefs de famille étaient des femmes et des filles."



Rédacteur :

Ray Wilkinson

Edition française :

Mounira Skandrani

Ont collaboré :

David Stone, Venazio Njuki,
Valentine Ndibalema,
Amare Gebre Egziabher

Secrétariat de rédaction :

Virginia Zekrya

Iconographie :

Suzy Hopper, Anne Kellner

Design :

Vincent Winter Associés

Production :

Françoise Peyroux

Administration :

Anne-Marie Le Galliard

Distribution :

John O'Connor, Frédéric Tissot

Carte :

Unité de cartographie du HCR

Documents historiques :

Archives du HCR

Références est publié par le Service de l'information du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Les opinions exprimées par les auteurs ne sont pas nécessairement partagées par le HCR. La terminologie et les cartes utilisées n'impliquent en aucune façon une quelconque prise de position ou reconnaissance du HCR quant au statut juridique d'un territoire ou de ses autorités.

La rédaction se réserve le droit d'apporter des modifications à tous les articles avant publication. Les textes et les photos sans copyright © peuvent être librement reproduits, à condition d'en mentionner la source. Les demandes justifiées de photos sans copyright © peuvent être prises en considération, exclusivement pour usage professionnel.

Les versions française et anglaise sont imprimées en Italie par AMILCARE PIZZI S.p.A., Milan. Tirage : 224 000 exemplaires en français, anglais, allemand, espagnol, italien, russe, arabe et chinois.

ISSN 1014-0905

Couverture :

Campagne de sensibilisation à l'environnement.

HCR

Case postale 2500
1211 Genève 2, Suisse
www.unhcr.org

RÉFUGIÉS

N° 127 - 2002

2

ÉDITORIAL

Une collision dramatique.

4

EN COUVERTURE

A la limite de la survie.

par Ray Wilkinson

Hors de prix

Précieux, onéreux... et très controversé.

Débat

Une personne contrainte à l'exil pour fuir une catastrophe écologique est-elle un "réfugié"?

14

AU NOM DE L'ENVIRONNEMENT

Du plus simple au plus sophistiqué des projets.

22

AFGHANISTAN

La course au retour : pour des centaines de milliers de réfugiés afghans, le grand voyage a commencé.

par Fernando del Mundo

28

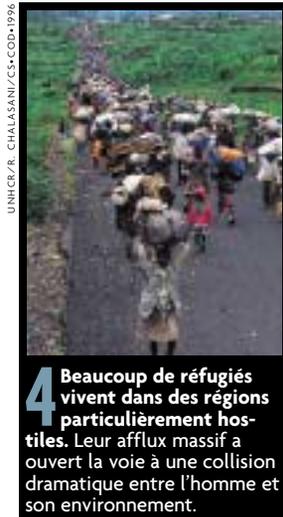
BRÈVES

30

GENS D'ICI ET D'AILLEURS

31

ENTRE GUILLEMETS



UNHCR/P. CHALASANI/CS+COD+1996

4 Beaucoup de réfugiés vivent dans des régions particulièrement hostiles. Leur afflux massif a ouvert la voie à une collision dramatique entre l'homme et son environnement.



UNHCR/P. CHALASANI/CS+ETH+1998

14 Les projets écologiques vont des technologies les plus sophistiquées aux projets les plus simples comme la plantation d'arbres et de légumes.



UNHCR/P. BENATAR/CS+PAK+2002

22 Le bonheur... et le chaos... du retour en Afghanistan, parfois après des dizaines d'années passées dans un camp.

Les afflux massifs de réfugiés ont ouvert la voie à une collision dramatique entre l'homme et son environnement

À LA LIMITE



par Ray Wilkinson

Le paysage est d'une beauté à couper le souffle. Au pied des volcans qui se dressent, menaçants, à l'assaut du ciel africain, entrecoupée de lacs profonds, la savane s'étend à perte de vue, ponctuée par les gracieuses silhouettes des girafes et les majestueux éléphants. Des villages surpeuplés s'accrochent aux flancs des montagnes où survivent les dernières colonies de gorilles du continent. Au bord de l'eau, des manoirs décrépits témoignent de la corruption qui marqua le colonialisme du XIXe siècle et le despotisme des tyrans de l'ère post-coloniale.

C'est dans cette région qu'ont afflué, en 1994, des centaines de milliers de gens terrorisés, fuyant l'une des pires atrocités de l'histoire moderne, les massacres du Rwanda, ouvrant sans le savoir la voie à une autre collision dramatique – cette fois entre l'homme et son environnement.

Dans les plaines de Tanzanie, d'immenses agglomérations sont sorties de terre pratiquement en une nuit, à mesure que les réfugiés s'entassaient sous des tentes, des huttes de brindilles ou dans des trous creusés à même le sol. D'autres malheureux se sont installés sur les coulées de lave des volcans encore grondants, les cendres ayant durci au point de résister à la dynamite. Au Zaïre voisin (aujourd'hui la République démocratique du Congo), des villes comme Goma et Bukavu ont été submergées par des hordes d'exilés terrifiés, exténués, désespérés. ►

de la SURVIE

“ON A TROP LONGTEMPS NÉGLIGÉ LE LIEN ENTRE LA PRÉSENCE DE RÉFUGIÉS ET LES ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT”

► À LA LIMITE de la SURVIE

Chaque jour en quête de bois, une véritable marée humaine a tailladé et abattu des millions d'arbres dans les forêts jusqu'alors vierges du Parc national zaïrois de Virunga, la plus ancienne réserve d'animaux sauvages en Afrique. Dans la région de Kagera, au nord-ouest de la Tanzanie, les réfugiés consommaient plus de 1200 tonnes de bois par jour. Bandits, braconniers et réfugiés ont piégé et tué sans compter le gibier local, sans épargner les gorilles.

Un tournant décisif

Les afflux massifs de civils ont toujours de lourdes conséquences sur le milieu environnant. Mais contrairement aux exodes précédents, les événements de la région des Grands Lacs en Afrique ont marqué, au milieu des années 90, un tournant décisif quant à l'impact écologique de tels déplacements.

En 1992, le Haut Commissaire du HCR, la Japonaise Sadako Ogata, avait lancé une mise en garde sur les liens étroits entre la dégradation de l'environnement et les afflux de réfugiés.

Elle avait porté le débat devant la Conférence spéciale de l'ONU sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro, en soulignant que si l'on savait déjà que les mouvements de réfugiés pouvaient entraîner des dommages écologiques, la dégradation de l'environnement enclenchait souvent un cycle infernal en étant de plus en plus souvent à l'origine de déplacements de populations.

“On a trop longtemps négligé le lien entre la présence de réfugiés et les atteintes à l'environnement”, a déclaré Mme Ogata, décidée à engager le HCR dans une approche plus globale.

Le drame du Rwanda a sensibilisé le monde entier à ce problème majeur. Par vagues entières, des personnes fuyaient les massacres pour chercher refuge dans un écosystème de toute beauté mais particulièrement fragile, où rien de leur détresse n'a échappé à un blitz médiatique sans précédent. Doublés d'une prise de conscience générale, ces événements ont conduit la communauté internationale à reconnaître, peut-être pour la première fois, l'étroite corrélation entre réfugiés et écologie.

Des milliards de dollars ont été dépensés en secours d'urgence acheminés vers les lieux de la tragédie tandis que des milliers de personnes mouraient d'épuisement, du choléra ou d'autres maladies. Quand il est devenu clair que les réfugiés allaient rester des mois voire des années et non pas quelques semaines, les organisations humanitaires se



Réfugiés au Sahara occidental.

sont inquiétées des menaces qui commençaient à peser sur l'environnement.

Afin d'enrayer la destruction des forêts zaïroises, le HCR a loué une centaine de camions pour transporter jusqu'aux camps du bois pour la cuisine, et allouait 2,5 millions de dollars à un projet similaire en Tanzanie.

Outre les programmes traditionnels comme planter des arbres, distribuer des fourneaux à faible consommation énergétique ou aider à cultiver la terre, le Haut Commissariat a mis en œuvre des projets inhabituels.

Il a, entre autres, financé le recyclage et le rééquipement des gardes des parcs nationaux pour protéger la flore et les gorilles des montagnes, et aidé à réhabiliter un observatoire local de volcanologie surveillant notamment les grondements du mont

Nyiragongo voisin. Le volcan n'est pas entré en éruption à l'époque, mais au début de cette année une mer de lave en fusion s'est déversée sur ses flancs, ensevelissant la ville de Goma et contraignant des dizaines de milliers de civils à prendre la fuite.

Internationalisation

Pendant que les humanitaires se débattaient avec les menaces des volcans africains et la disparition des forêts primitives, le HCR 'internationalisait' la question en 1996, en publiant ses premiers principes directeurs en matière d'environnement.

Ces recommandations reconnaissaient que "certes les activités traditionnelles du HCR ont permis d'assurer la survie des populations réfugiées, mais, de plus en plus, il apparaît nécessaire de mieux comprendre et se préoccuper davantage des répercus-

sions des mouvements de réfugiés sur l'environnement".

Les exodes massifs, soulignait le texte, pouvaient détruire des écosystèmes entiers et les infrastructures économiques, nuisant ainsi non seulement aux réfugiés mais aussi aux populations locales, entraînant dans leur sillage le chaos social, économique et politique. Les principes directeurs apportaient des conseils en vue de prévenir de telles crises ou d'y remédier.

Conscient de l'aggravation du problème, le gouvernement japonais a financé les postes de trois coordinateurs environnementaux basés au siège du HCR à Genève. Mais ce programme a été interrompu il y a plusieurs années, ce qui prouve hélas que même si la cause est bonne, la survie des projets liés à l'environnement est aléatoire dans un monde humanitaire de plus en plus com-

Un élément de survie hors de prix

Précieux, coûteux et... controversé.



UNICEF/R. WILKINSON/CS+KEN-2003

La distribution de bois permet de diminuer les risques encourus par les femmes et les fillettes.

Le bois est probablement l'un des plus précieux éléments de survie des réfugiés : des millions d'entre eux en ont besoin pour cuisiner, et des millions d'autres pour résister aux rigueurs de l'hiver russe ou balkanique. Quant à l'Afghanistan, sa reconstruction en dépend.

Mais le bois est tout aussi précieux que controversé. Car il est également fort coûteux. D'où d'innombrables débats allant de la destruction des forêts vierges à la prévention du viol dans les camps de réfugiés.

La plupart des habitants des pays en développement cuisinent au bois, et dès qu'ils se retrouvent dans des camps de réfugiés, leur priorité est de se procurer du combustible. C'est ce qui s'est produit dans les années 90, quand les centaines de milliers de réfugiés rwandais installés dans des camps en Tanzanie et au Zaïre ont commencé à décimer des forêts entières.

Les organisations humanitaires ont bien tenté d'arrêter le massacre en livrant d'énormes cargaisons de bois, mais l'opération s'est révélée d'un coût prohibitif et d'une efficacité limitée.

En Europe, des millions de dollars ont été dépensés en 1999 pour livrer du bois de chauffe aux réfugiés kosovars et la reconstruction de l'Afghanistan nécessitera des achats massifs de bois venant d'aussi loin que l'Afrique du Sud et la Tanzanie. Reste que, aussi louables soient-ils, de nombreux projets d'approvisionnement en bois deviennent de véritables casse-têtes. A titre d'exemple, celui des réfugiés somaliens installés depuis le début des années 90 dans un complexe de trois camps planté en pleine brousse kenyane, au lieu dit Dadaab.

Du bois pour les réfugiés

Les femmes et les fillettes, chargées de la collecte du bois,

passaient des heures entières dans des zones isolées infestées de bandes armées. Face à la multiplication des viols et à la dégradation rapide de l'environnement, les Etats-Unis ont décidé de financer un programme de distribution de bois – d'un coût de 1,5 million de dollars – aux familles, correspondant à 30% de leurs besoins.

Le HCR consacre aujourd'hui 800 000 dollars à la poursuite de ce projet, qui suscite toutefois beaucoup de critiques.

Selon une récente étude, la dégradation de l'environnement n'est que superficielle et, si l'exploitation est bien dosée, il y a assez de bois dans un rayon de 30 kilomètres pour approvisionner les réfugiés.

Une deuxième étude a mis en doute l'efficacité du projet contre le viol au motif que, si les femmes se faisaient effectivement moins agresser dans la brousse depuis le début des distributions de bois (une diminution de l'ordre de 45%), le nombre de viols avait augmenté

de 78 à 113% dans d'autres lieux et lors d'autres activités.

Des voix se sont élevées pour dire que les fonds pourraient servir plus utilement à organiser des campagnes de sensibilisation et renforcer la sécurité dans les camps et les communautés.

Mais les femmes réfugiées, les autorités locales et les entrepreneurs ont violemment protesté. "Les femmes étaient très remontées, proféraient des insultes, invoquaient leurs droits fondamentaux et affirmaient que le programme fonctionnait parfaitement. J'ai l'impression qu'elles nous auraient volontiers

lynchés" raconte un responsable du HCR qui a assisté à une réunion plutôt houleuse.

La population locale défend elle aussi le projet avec véhémence, car dans cette région si pauvre, il crée de nombreux emplois et fait tourner l'économie. S'il devait être supprimé pour une raison ou une autre, cela représenterait une perte

énorme pour la population et les entreprises locales ainsi que pour les réfugiés.

Toutes ces tensions s'articulent autour de la nécessité de gérer les ressources naturelles de manière plus rationnelle. "C'est un exercice de haute voltige", explique un travailleur humanitaire, "car il faut arbitrer entre toutes les parties en gardant toujours le sens de l'équilibre."

Aussi louables soient-ils, des projets d'approvisionnement en bois deviennent de véritables casse-têtes.

► **À LA LIMITE** de la **SURVIE**

plexe et compétitif.

De tels projets peuvent s'avérer onéreux lorsque les budgets sont à la baisse. La remise en état des camps de réfugiés en Afrique pourrait s'élever à 150 millions de dollars par an. Dans le passé, les programmes environnementaux étaient perçus comme un 'luxe' devant passer après la réalisation de projets plus urgents – une mentalité encore très répandue au sein du HCR et de la commu-

note à payer.”

Les propos confiés à RÉFUGIÉS par Bushra el Amin, coordinateur principal auprès du gouvernement soudanais, reflètent bien la dimension politique du débat : “Certains disent que vous offrez une goutte d'eau dans la mer. Nous apprécions cette goutte car nous sommes optimistes.” Et d'ajouter, en contradiction apparente, “Nous voulons beaucoup d'argent et d'action.”

L'Afrique centrale et occidentale a connu le problème inverse. Pendant que l'Afrique

gique de leur pays. Au Pakistan, qui a accueilli des millions d'Afghans pendant des années, 200 sites devaient être réhabilités.

En Afghanistan, pays qui vit un véritable cauchemar sur les plans économique et environnemental, pratiquement tout est à reconstruire : maisons, champs, usines, hôpitaux... Signe qu'un désastre écologique peut avoir des répercussions à l'échelle mondiale, l'Afghanistan manque tellement d'arbres que des millions de dollars de bois vont être importés d'Afrique du Sud et de la Tanzanie

FUYANT L'UNE DES PIRES ATROCITÉS DE L'HISTOIRE MODERNE, LES MASSACRES DU RWANDA, DES CENTAINES DE MILLIERS DE GENS TERRORISÉS OUVRAIENT SANS LE SAVOIR LA VOIE À UNE AUTRE COLLISION DRAMATIQUE – CETTE FOIS ENTRE L'HOMME ET SON ENVIRONNEMENT.

nauté humanitaire.

Et les ressources, tant humaines que financières, font toujours cruellement défaut. Le HCR compte un expert environnemental employé à plein temps à Genève et une vingtaine d'experts à temps partiel sur le terrain. L'un des éternels débats est de savoir à qui incombe la responsabilité des projets écologiques – aux organisations humanitaires ou d'aide au développement – notamment lorsque des initiatives comme le reboisement se poursuivent des années après le départ des derniers réfugiés.

Un sujet brûlant

L'environnement est devenu un sujet politique brûlant, et certains gouvernements affirment haut et fort que la communauté internationale doit payer pour les projets de remise en état même s'il n'est pas clairement établi que les réfugiés sont à l'origine des dégradations environnementales.

Dans la corne de l'Afrique, sempiternel foyer de guerres et d'exodes, plus de 30 camps vont fermer à mesure que des centaines de milliers de réfugiés rentrent chez eux. Cette fermeture planifiée représente l'une des opérations de remise en état les plus ambitieuses du HCR.

Au Soudan, le plus grand pays d'Afrique, 10 millions de dollars ont été consacrés à de telles initiatives. Bellings Sikanda, chef des opérations du HCR à Showak, dans l'est du pays, résume ainsi la situation : “Nous voilà arrivés au moment critique. Le programme d'aide aux réfugiés est dans sa phase finale et nous allons partir. Mais il reste encore une

UNHCR/L. TAYLOR/CSZMB/2000



La Zambie a commencé à encourager l'intégration locale des réfugiés.

orientale s'est attaquée à la réhabilitation des camps et à la réinstallation des rapatriés dans des écosystèmes fragiles, le Libéria, le Congo et les régions avoisinantes sont devenus le théâtre de conflits, d'exodes et de toutes les répercussions néfastes de la guerre sur l'environnement.

Dans un autre continent, des centaines de milliers de réfugiés afghans ont également commencé à rentrer chez eux, ce qui constitue un défi colossal pour l'équilibre écolo-

pour aider à la reconstruction du pays.

Les réfugiés et leur milieu environnemental n'ont peut-être qu'un modeste impact sur la santé de la planète en général. Toutefois, un récent rapport, “L'avenir de l'environnement mondial”, prévoit des lendemains très sombres si toutes les parties concernées – gouvernements, grandes entreprises et associations – ne changent pas radicalement leurs méthodes.

La mise en garde de plus de 1000 scienti- ►

► À LA LIMITE de la SURVIE

fiques est sans appel : des espèces vivantes, des écosystèmes entiers, notamment les forêts, pourraient continuer de disparaître à un rythme alarmant, et plus de la moitié de la planète manquera d'eau. Comme le rappelait le Haut Commissaire Sadako Ogata en 1992, les dégradations écologiques ont engendré des millions de réfugiés qui risquent à leur tour, dans leur quête de sécurité, d'aggraver le processus.

Cette question sera abordée lors du sommet mondial sur le développement durable qui se tiendra plus tard dans l'année en Afrique du Sud.

A la limite de la survie

C'est le début du printemps au Soudan oriental et les températures atteignent déjà les 50 degrés – on croirait déambuler dans un hammam où la vapeur aurait formé des nuages de chaleur palpables. Des tornades de poussière tourbillonnent à travers un plat paysage gris-brun avant de disparaître dans le ciel ardoise. Des carcasses de bétail émaillent l'horizon. Les bêtes meurent là où elles tombent. On ne peut rien pour les sauver.

Aux abords de chaque campement et de chaque village, des buissons épineux sont hérissés de millions de sacs en plastique usagés – sinistre rappel des excès de la consommation et de son impact sur un écosystème fragile. Des machines agricoles rouillées et des silos abandonnés témoignent de la tentative avortée de faire fleurir le désert et transformer la région en grenier à blé du Moyen-Orient.

La majeure partie des 120 000 Erythréens réfugiés dans le pays vivent dans cette contrée. Au cours des années 80, plus d'un million de déracinés en provenance de l'un ou l'autre des neuf Etats frontaliers y ont trouvé refuge. A ces vagues successives se sont ajoutés cinq millions de Soudanais déplacés dans leur pays par la guerre civile – le chiffre le plus élevé au monde.

Les 20 millions d'individus déracinés dont s'occupe actuellement le HCR ne vivent certes pas tous dans un environnement aussi hostile. Les conditions d'existence des réfugiés sont aussi variables que le climat en différents points du globe, et les baraquements militaires reconvertis d'un pays occidental peuvent presque paraître un luxe par rapport à la savane africaine.

Cela dit, la grande majorité des réfugiés est à la limite de la survie, fuyant souvent les nations les plus pauvres du monde pour se

COPYRIGHT: SPACEIMAGING.COM





Image satellite du camp de réfugiés de Beldangi, au Népal, et des forêts et des montagnes avoisinantes.

mettre à l'abri dans des pays tout aussi défavorisés. Ils sont parfois hébergés dans les régions inhabitées du territoire où les infrastructures sont rares voire inexistantes ou sur des terres ingrates désertées par la population locale.

L'austérité du paysage dans l'est du Soudan, le nord du Kenya ou dans certaines régions du Pakistan, illustre une criante réalité, souvent négligée ou ignorée : la question des réfugiés et de l'environnement ne saurait se limiter aux projets de reboisement ou de remise en état des camps désaffectés, cela va beaucoup plus loin. Pratiquement chaque problème rencontré par les réfugiés et les organisations humanitaires qui leur viennent en aide aura une incidence écologique.

Une vision étroite

“Nous avons tendance à voir l'environnement par le petit bout de la loupe”, estime Sergio Calle-Noreña, chargé de la protection au Kenya pour le HCR. “L'environnement touche à la politique, la protection, la sécurité, la nourriture et la santé – c'est assez évident quand on y réfléchit, mais les gens ne s'en rendent pas toujours compte.”

Pendant des années, les femmes réfugiées dans les camps de Dadaab, au Kenya oriental, étaient terrorisées quand elles devaient aller ramasser du bois dans la brousse car elles risquaient d'être violées (*lire article page 8*). La pollution des rares points d'eau ou l'utilisation de bois vert causent de graves problèmes de santé. La pénurie de bois et donc l'impossibilité de cuire les aliments peut conduire à la malnutrition et à diverses maladies, même si la nourriture ne manque pas.

La lutte pour le contrôle des ressources naturelles peut créer des troubles sociaux et politiques. Les incidents entre réfugiés et communautés locales relèvent invariablement de ce mécanisme. Certains gouvernements, notamment en Afrique, accueillaient généreusement les réfugiés, leur octroyaient des lopins de terre et parfois même la nationalité. Mais les réfugiés devenant de plus en plus nombreux et restant de plus en plus longtemps, les nouveaux arrivants n'ont plus été autorisés à s'intégrer aux populations locales ni à assurer leur subsistance en cultivant des terres mises à leur disposition, et ont fini par être confinés dans des camps surpeuplés.

Alors que ces mesures étaient destinées à soulager la pression exercée sur les ressources naturelles et rassurer la population, ►

► **À LA LIMITE** de la **SURVIE**

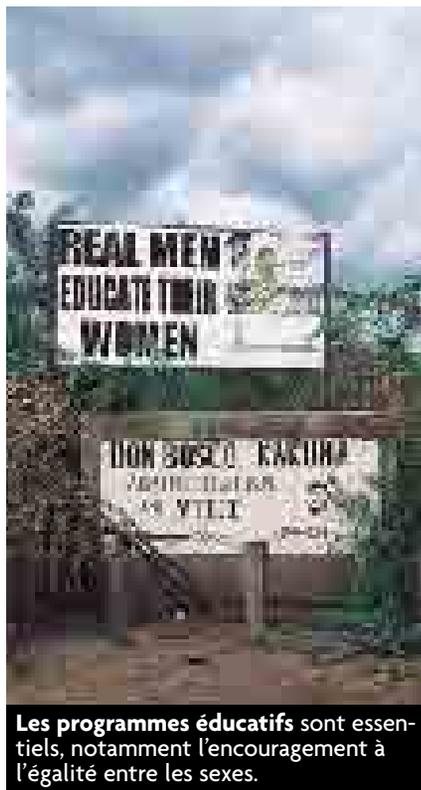
elles ont souvent eu l'effet inverse, les réfugiés étant obligés d'avoir recours à la collecte sauvage de bois et de nourriture.

Pour contrecarrer ce problème, la Zambie a mis en place un projet pilote visant à intégrer au sein des communautés locales une partie des 300 000 réfugiés vivant dans le pays et leur donner des terres pour produire des récoltes destinées à la consommation locale ainsi qu'à l'exportation. Le but de cette initiative est également de lutter contre certains préjugés : "On pensait que les réfugiés étaient là (uniquement) pour abattre nos arbres et utiliser notre eau", confie le chef d'un village.

Le pire et le meilleur

L'histoire des projets environnementaux dans le monde en développement fait depuis longtemps partie du folklore journalistique, et va, comme on peut s'y attendre, du meilleur au pire. Ces projets peuvent faire appel aux technologies les plus sophistiquées comme reposer sur des procédés tous simples et bien éprouvés.

L'éducation environnementale est vitale.



Les programmes éducatifs sont essentiels, notamment l'encouragement à l'égalité entre les sexes.

UNHCR/R. WILKINSON/CS+KEN/2002

Il faut informer et sensibiliser en particulier les enfants, les communautés locales ainsi que les responsables politiques, entre autres par le biais d'écoclubs, de présentations dans les écoles, de supports pédagogiques ou même de représentations théâtrales.

La plantation d'arbres et le reboisement, surtout dans les zones semi-désertiques, sont devenus la pierre angulaire des programmes environnementaux. Dans les années 90, la Banque mondiale, en partenariat avec le HCR et d'autres organismes, a consacré 80 millions de dollars à un projet particulièrement ambitieux de reforestation au Pakistan.

De plus en plus d'espaces verts entourent les camps d'Afrique orientale et, en Afrique centrale, régénèrent les sites détériorés des régions tropicales, améliorant la conservation des sols, rétablissant la biodiversité, procurant du bois pour construire et cuisiner, ainsi que des zones ombragées.

D'innombrables projets ont vu le jour. L'imagerie par satellite et le système mondial de positionnement (GPS) permettent aujourd'hui de suivre les mouvements de réfugiés, de repérer les emplacements des

Migrants écologiques et réfugiés

Des millions de personnes fuient des catastrophes naturelles. Sont-elles aussi des réfugiés ?

Il y a actuellement 12 millions de réfugiés dans le monde. Mais quid du double du nombre d'hommes, de femmes et d'enfants jetés sur les routes par la famine, les inondations et autres catastrophes naturelles ? Ils ont certains points communs avec les réfugiés, à commencer par leur déracinement forcé, leur dénuement extrême et leur besoin de trouver un havre de sécurité.

Ces "migrants écologiques" doivent-ils être officiellement considérés comme des réfugiés et bénéficier à ce titre d'une protection internationale ?

La question se pose avec acuité à l'ère des flux migratoires et des exodes de grande ampleur dans lesquels interviennent des facteurs complexes d'ordre militaire, géopolitique, socio-économique et écologique.

Le HCR a été créé il y a plus d'un demi-

siècle pour agir au nom d'un groupe précis : les réfugiés. Selon la définition légale, le réfugié est quelqu'un qui se trouve hors de son pays parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social.

Mais certains estiment que les choses ont bien changé au cours des dernières décennies. Ils demandent que les millions de migrants écologiques, les quelque 20 à 25 millions de personnes déplacées dans leur propre pays et d'autres encore soient considérés comme des réfugiés et reçoivent de la communauté internationale l'aide juridique et matérielle qui leur est aujourd'hui refusée.

Le fait que la presse, les administrations et le grand public parlent indistinctement

de *réfugiés* pour désigner les uns et les autres ne simplifie pas le débat, qui s'est poursuivi récemment dans les colonnes du magazine *The Ecologist*.

Une définition élargie

Andrew Simms, l'un des responsables de la *New Economics Foundation* de Londres, écrit dans un article que le terme "persécution" devrait s'appliquer non seulement aux victimes d'exactions politiques et autres formes de harcèlement officiellement définies comme telles, mais aussi aux individus assujettis à une misère croissante dans des contrées à tout moment exposées à une sécheresse ou à des inondations catastrophiques.

Aors que les changements climatiques sont essentiellement imputables aux pays riches, qui font en toute connaissance de

LA GRANDE MAJORITÉ DES RÉFUGIÉS SONT À LA LIMITE DE LA SURVIE, FUYANT SOUVENT LES NATIONS LES PLUS PAUVRES DU MONDE POUR SE METTRE À L'ABRI DANS DES PAYS TOUT AUSSI DÉFAVORISÉS.

camps et les dégradations de l'environnement.

A l'autre extrême de l'échelle technologique, le jardinage pluristratifié, à base de sacs de jute, de vieilles boîtes de conserve et d'un peu de terre, pourrait constituer l'amorce d'une solution dans les camps surpeuplés pour faire pousser des légumes dans un espace réduit. Dans le nord de l'Ouganda, les réfugiés rwandais se servent des nombreuses termitières pour transformer leurs déchets en un précieux engrais, et d'autres tissent des sacs plastique usagés pour confectionner des tapis et des bâches de protection.

Une carrière agitée

De tous les projets, celui du réchaud à haut rendement énergétique a sans doute connu le parcours le plus épique. Les habitants des régions en développement consomment des quantités colossales de bois pour

cuisiner car leurs méthodes traditionnelles – généralement un foyer à ciel ouvert – gaspillent le combustible. Lorsque des dizaines voire des centaines de milliers de réfugiés s'entassent dans un camp, le résultat est prévisible : une surexploitation de l'environnement immédiat causée par le ramassage intensif de bois de chauffe.

Des réchauds de meilleure qualité sembleraient être la solution. Dans certains camps africains, on encourage les familles à planter des arbres et on les 'récompense' en leur offrant un nouveau fourneau. Les réchauds d'aujourd'hui sont des appareils simples et bon marché fabriqués avec l'argile trouvée sur place, parfois revêtus d'étain, que les experts jugent 60% plus efficaces que les méthodes traditionnelles. Leur adoption devrait permettre des économies considérables dans les zones à forte concentration de réfugiés.

Telle est du moins la théorie, mais elle n'est pas toujours facile à mettre en pratique. Dans les années 90, on a équipé les Rwandais réfugiés en Tanzanie de cuisinières 'améliorées', mais beaucoup les ont délaissées car elles avaient été installées 'au mauvais endroit' dans leurs huttes, et que les foyers en pierre traditionnels permettaient de brûler de grosses bûches, ce qui évitait d'avoir à couper le bois en petits morceaux pour les nouvelles cuisinières. En outre, il fallait plus de temps pour cuire le maïs, ce qui annulait le bénéfice apparent d'un meilleur rendement énergétique.

"Nous avons beaucoup appris," confiait à l'époque Matthew Owen à RÉFUGIÉS. "On ne mise plus autant d'espoir sur les réchauds modernes."

Cependant les experts ne renoncent pas. Un ingénieur suisse a conçu un fourneau très économique qui fonctionne aux grami-

suite à la page 20

UNHCR/C. SATTLBERGER/CS-SDN1993



Un environnement particulièrement hostile...

cause des choix économiques et politiques aux conséquences néfastes, ce sont les pays pauvres qui font les frais de problèmes dont ils ne sont pas responsables, argumente-t-il.

"Par exemple, certains Etats sont beaucoup plus responsables que d'autres des phénomènes de réchauffement de la planè-

te. Et après, ces mêmes Etats voudraient que tout le monde s'occupe des victimes de la sécheresse. Est-ce juste ?" interroge Andrew Simms. "Et s'il existe de nombreux accords internationaux pour garantir la libre circulation des capitaux et des marchandises, il n'y a rien de tel pour garantir celle des civils contraints à l'exil, quelque-

soient les motifs de leur fuite." Conclusion : le HCR doit élargir sa protection, mais sans la diluer, "car on ne peut pas déshabiller Paul pour habiller Pierre".

Le HCR s'occupe déjà des problèmes d'environnement et aide certains déplacés. Reste qu'il voit une différence essentielle entre réfugiés et migrants écologiques : alors que les premiers ne peuvent se prévaloir de la protection de leur pays (lequel est souvent la source de leurs problèmes) et ont donc besoin de l'aide internationale, les seconds, même s'ils vivent dans une région dévastée, continuent de bénéficier de la protection de leur gouvernement.

"Regrouper tout le monde dans la même catégorie ne ferait que compliquer les problèmes et entraverait les efforts déployés à la fois pour aider et protéger migrants écologiques et réfugiés et s'attaquer aux causes profondes de ces deux types de déplacement", estime-t-on au HCR.

Mais des deux côtés on s'accorde au moins sur un point : des millions de migrants ont besoin d'une forme d'assistance ou d'une autre. Reste la grande question : qui doit les aider, et comment ? ■

IMAGES *satellite*, SACS de j

Les projets vont des plus sophistiqués – le recours à l'imagerie par satellite pour surveiller la dégradation des forêts – aux plus rudimentaires – l'emploi de sacs de jute et de vieilles boîtes de conserves pour cultiver des légumes sur un lopin de terre dans l'enceinte d'un camp surpeuplé. Leurs coûts peuvent aller de quelques sous à des millions de dollars. Ils peuvent aider une seule famille à compléter leur alimentation, ou toute une région à se remettre sur pied, bénéficiant tant à la communauté locale qu'aux réfugiés. Les programmes environnementaux incluent :

L E S A R B R E S

Des millions de réfugiés ont besoin d'énormes quantités de bois pour cuisiner, se chauffer, s'abriter. Une forte concentration de personnes sur une même zone peut exercer une pression colossale sur les forêts environnantes. Ainsi, au nord-ouest de la Tanzanie, dans les années 90, les réfugiés consommaient 1200 tonnes de bois de chauffe par jour. Le reboisement, la plantation d'arbres et la régénération naturelle sont donc devenus des aspects incontournables du programme environnemental du HCR. Les projets couvrent un large éventail : il peut s'agir de revigorer des régions entières en replantant des zones boisées ou en permettant à la flore locale de s'épanouir, ou encore d'encourager des familles de réfugiés à planter des arbres dans les sites où ils sont installés.



ute, **BOÎTES** de conserves



UNHCR/R. WILKINSON/CS+SDN+2002

Préparation de semis pour la plantation d'arbres au Soudan.

L'ÉDUCATION

L'éducation environnementale est sans doute le meilleur moyen de sensibiliser les réfugiés, les communautés locales, les responsables gouvernementaux et les travailleurs humanitaires aux problèmes d'environnement et à leurs solutions. L'information est diffusée sous différentes formes : réunions officielles, ateliers, création de groupes mixtes avec les réfugiés et la communauté locale, formation de classes spéciales dans les écoles des camps de réfugiés et théâtre en plein air comme au camp de Dadaab, dans l'est du Kenya.

UNHCR/R. WILKINSON/CS•KEN•2002

UNHCR/R. WILKINSON/CS•KEN•2002

Des réfugiés sont sensibilisés à l'environnement dans un théâtre en plein air.

LE JARDINAGE

Aux antipodes des sciences de l'espace, un projet rudimentaire, le jardinage pluristratifié, à base de sacs de jute, de vieilles boîtes de conserves et d'eau usée, constitue un apport précieux pour les familles qui vivent dans les camps surpeuplés où l'espace manque pour cultiver des légumes et compléter leur alimentation. On remplit un long sac de terre. Un entonnoir percé de trous, fabriqué à partir de boîtes de conserves et rempli de cailloux, est introduit au milieu du sac. L'eau usée versée dans l'entonnoir est nettoyée par les

pierres avant de s'infiltrer dans la terre et d'irriguer les légumes qui poussent sur différents niveaux. Les experts étudient également l'efficacité d'un système emprunté aux réfugiés rwandais qui entassent leurs déchets dans des termitières où ils se décomposent en un engrais grossier qui convient aux cultures.



Jardinage pluristratifié.

COPYRIGHT SPACEIMAGING.COM

Vue aérienne du camp d'Ifo, au Kenya.



Réchauds à faible consommation d'énergie au Honduras.



UNHCR/A. RITCHIE/CS•HND•1985

LES RÉCHAUDS

Beaucoup de familles de réfugiés font cuire leurs repas sur des foyers ouverts, à faible rendement thermique. L'un des meilleurs moyens de réduire notablement la consommation de bois est d'introduire des réchauds plus économiques. Mais cela ne va pas toujours de soi. Les premiers modèles se sont parfois révélés trop coûteux ou déficients.

Les réfugiés n'en voulaient pas parce qu'ils trouvaient leur feu traditionnel plus pratique, ou en raison de tabous culturels. Les experts continuent de perfectionner leurs modèles et affirment que les plus efficaces peuvent permettre à une famille d'économiser jusqu'à 60-70% de ses besoins en énergie.

LES SATELLITES

La haute technologie tient une place importante dans la stratégie environnementale, avec les images et l'imagerie par satellite et le système mondial de positionnement (GPS). Les photos prises de l'espace permettent de localiser avec précision l'emplacement et la disposition des camps, et grâce aux images tridimensionnelles, on peut choisir le lieu idéal pour installer l'équipement de télécommunications qui reliera le site au monde extérieur.

Les images avec codes de couleurs font apparaître les changements de l'environnement local et servent à élaborer des projets de lutte contre l'érosion. Quant aux séquences avant-après, elles peuvent être utiles pour résoudre des questions politiquement sensibles comme celle d'évaluer la responsabilité éventuelle des réfugiés dans les dommages causés au milieu environnemental.



La remise en état ne sera pas une mince affaire...

LA REMISE EN ÉTAT

Avec le rapatriement de centaines de milliers de réfugiés dans la corne de l'Afrique et en Afghanistan, de nombreux camps ferment et les sites doivent être remis en état. Les coûts de nettoyage peuvent être faramineux. Rien qu'en Afrique, il faudrait 150 millions de dollars par an pour réhabiliter les sites existants. Dans le passé, ces opérations étaient décidées au cas

par cas, certaines régions étant nettoyées, d'autres simplement abandonnées, et la question des responsabilités restait très floue. Mais depuis quelques années, les gouvernements et les organisations humanitaires se montrent plus sensibilisés au problème. La tendance est aux projets modestes, à petit budget, où des organisations locales se chargent de la remise en état.

LES COURBES DU RELIEF

Les méthodes séculaires s'avèrent souvent les plus efficaces pour préserver l'environnement. Dans les montagnes surpeuplées et surexploitées du Rwanda, les champs en terrasses préviennent l'érosion des sols et augmentent la surface cultivable. Dans les camps nouvellement aménagés, les routes d'accès suivent les courbes du relief au lieu d'éventrer les collines. Les réfugiés sont encouragés à participer à des projets générateurs de revenus comme

l'aménagement des terrasses et la gestion des bassins versants.



Au Rwanda, les cultures en terrasse freinent l'érosion du sol.

UNHCR/D. STONE/CS•RWA

LE RETOUR

Les réfugiés viennent en majorité des régions les plus pauvres du monde, la dégradation de leur environnement étant souvent la cause directe de leur départ forcé. Leur exil peut aussi les placer dans des conditions physiquement éprouvantes. Les spécialistes de l'environnement reconnaissent qu'ils n'ont fait "qu'effleurer la surface" dans le difficile travail de préparation au retour, un retour souvent placé sous le signe de nouvelles épreuves.



Un petit verger est une aide précieuse pour cette rapatriée laotienne.

UNHCR/L. TAYLOR/CS•LAO•1998

L'INTÉGRATION

Les premiers réfugiés, notamment en Afrique, étaient souvent intégrés dans les communautés locales, ce qui évitait un impact négatif majeur sur l'environnement. Mais le nombre de personnes déracinées n'ayant cessé d'augmenter pendant la dernière partie du XXe siècle, et leur exil devenant de plus en plus long, les gouvernements ont tempéré leur accueil. Aujourd'hui les camps de réfugiés s'étendent à perte de vue. Seuls quelques pays intègrent leurs 'visiteurs'. La Zambie vient d'annoncer une nouvelle initiative d'intégration pour une partie des 300 000 réfugiés vivant dans le pays, qui s'installeront dans des



Seuls quelques pays comme l'Ouganda encouragent l'intégration locale des réfugiés et leur donnent des terres cultivables.

UNHCR/E. EYSTER/CS•UGA•1998

villages, recevront des terres et produiront des récoltes pour la consommation locale et l'exportation.



Avant et après : les répercussions d'un afflux massif de réfugiés sur l'environnement.

LE CYCLE "RÉFUGIÉS – ENVIRONNEMENT" CONNAÎT UN MOMENT PARTICULIÈREMENT CRITIQUE AVEC LA FERMETURE DE NOMBREUX CAMPS DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE ET LE RETOUR CHEZ EUX DE CENTAINES DE MILLIERS D'AFGHANS.

► À LA LIMITE de la SURVIE

nées, mais lors des essais en Tanzanie, on s'est vite aperçu que les réfugiés auraient dû raser tous les herbages de la région pour alimenter ces machines voraces. Certains réchauds solaires sont peu coûteux et faciles à fabriquer, mais prennent beaucoup plus de temps pour cuire un repas et les réfugiés ne croient pas trop en leur efficacité.

Il y a eu d'autres échecs. Au Soudan, on a distribué une centaine de tracteurs à un groupe de nouveaux réfugiés, mais pour s'en servir efficacement ils ont dû d'abord arracher la couverture arborée du site. De tradition pastorale, les exilés ont fini par abandonner les machines agricoles après avoir déraciné les arbres.

Ces revers s'expliquent par la complexité même des situations. Certains projets peuvent être de nature expérimentale, tous n'aboutiront pas. D'autres échouent en raison de tracasseries administratives, d'absence de mémoire collective des institutions ou de leur refus de s'engager dans des projets longs et coûteux qui selon elles relèvent de l'aide au développement et non de l'humanitaire. Les

réfugiés eux-mêmes sont souvent réticents au changement.

Certains résidents du camp de Kakuma, au Kenya, refusaient d'utiliser les nouveaux réchauds parce qu'ils ne comptaient pas rester très longtemps, d'autres parce qu'ils leur rappelaient la forme des tombes. Au Soudan, on s'en sert parfois comme pots de fleurs. A Kakuma, des femmes évitaient d'utiliser les toilettes modernes car elles craignaient de devenir stériles. Au Soudan, certains projets se sont embourbés avant que l'on ne comprenne que les femmes réfugiées d'Erythrée n'avaient pas le droit de travailler en dehors de chez elles. Aujourd'hui les mentalités ont radicalement changé, comme en témoigne cet échange mémorable entre un dignitaire de passage et un réfugié.

"Je vois partout des femmes au travail. Que font donc les hommes ?" s'étonne le visiteur, et le réfugié de répondre : "Les hommes donnent la permission aux femmes de travailler."

Et maintenant ?

Les enjeux écologiques sont énormes, tant au niveau individuel que global. Un potager bien conçu sur un minuscule lopin

peut nourrir toute une famille. Le reboisement peut régénérer une région entière et faire vivre les réfugiés aussi bien que la population locale.

Les nations, souvent parmi les plus pauvres, qui ont aidé des millions de réfugiés par le passé, pourraient continuer d'ouvrir leurs portes aux exilés si elles ont l'assurance que leur environnement restera intact. Sinon, elles érigeront des barrières politiques et physiques, comme le font déjà certains pays.

Il n'y aura jamais suffisamment de ressources financières et matérielles pour résoudre tous les problèmes, mais des idées et des technologies nouvelles, l'implication d'un plus grand nombre d'acteurs, en particulier les communautés locales, les enfants et les réfugiés eux-mêmes, pourraient avoir un impact bénéfique.

En 2002, la Journée mondiale de l'environnement a servi de catalyseur au lancement de milliers de projets de par le monde, favorisant une coopération plus étroite entre le HCR et ses partenaires.

Dans le chaos de l'exode, les questions environnementales sont souvent reléguées au second plan, après des problèmes plus



UNHCR / S. BONESS / CS+RF+2001

Même s'ils sont rentrés chez eux, les réfugiés sont confrontés à un avenir difficile.

immédiats tels que le ravitaillement en eau, en nourriture, en abris, et les enjeux politiques. Parfois, c'est inévitable. Un camp ne sera pas installé dans l'environnement le plus approprié à cause des craintes du gouvernement en matière de sécurité. Les responsables humanitaires, débordés, n'ont guère de temps à consacrer à des considérations ésotériques comme la conservation des arbres lorsqu'il faut avant tout distribuer de l'eau.

Pourtant, ces deux aspects ne devraient pas s'exclure mutuellement. De mauvaises décisions prises dans l'urgence peuvent avoir de lourdes conséquences sur les opérations de secours et se traduire à terme par la dégradation des conditions de vie des réfugiés, des rivalités avec les populations locales du fait de la rareté des ressources naturelles, des frictions avec les gouvernements et de coûteuses réhabilitations de sites endommagés.

Les précautions et principes directeurs les plus élémentaires continuent d'être ignorés. On abat encore des forêts entières et des terrains sont rasés au bulldozer pour implanter des camps, causant des dommages irréversibles.

Les organisations humanitaires n'ont pas non plus défini de stratégie de sortie. C'est au cas par cas que sont ou non remis en état les sites qui ont hébergé de larges concentrations de civils, et un expert décrivait le modus operandi humanitaire en ces termes : "Quittez le pays avec le dernier réfugié."

Inacceptable

De telles pratiques sont aujourd'hui considérées comme inacceptables, surtout si les pays sont censés continuer d'accueillir des réfugiés.

Il reste aussi beaucoup à faire dans d'autres domaines. A leur retour dans leur pays, les réfugiés trouvent souvent des écosystèmes aussi fragilisés que ceux des camps, et d'après David Stone, expert environnemental auprès du HCR, "Nous commençons à peine à effleurer la surface des choses" pour aider les populations civiles à relever le défi.

L'absence de préparation ou une préparation inadéquate entraînera fatalement une catastrophe. Ainsi a-t-on récemment découvert qu'une région de l'Erythrée censée accueillir une bonne partie des 120 000 rapatriés était tellement sinistrée qu'ils ne pourraient pas y survivre. Il a fallu se mettre à la recherche de nouveaux sites.

Le Rwanda a une densité de population parmi les plus élevées au monde, et face à la nécessité d'abriter un grand nombre de rapatriés, le gouvernement avait réquisitionné la quasi-totalité des 2500 kilomètres carrés du Parc national d'Akagera. Le parc a été complètement saccagé dans les années qui ont suivi.

La situation des réfugiés en milieu urbain ne semble guère susciter d'intérêt; quant aux problèmes que connaissent les 20 à 25 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, ils sont souvent plus sensibles sur

le plan politique que ceux des exilés. "Il est plus commode pour les organisations humanitaires de parer au plus pressé en donnant à ces gens des abris et des vivres que de commencer à réfléchir aux problèmes environnementaux sur le long cours", résume un expert. "Ils estiment que c'est le rôle des agences de développement, mais la plupart du temps personne ne fait rien."

Selon David Stone, du HCR, des essais sont en cours pour concevoir un modèle de camp respectueux de l'environnement, qui concilierait l'aménagement du site, l'approvisionnement en eau, les cultures et la technologie. La maquette serait transposable en tous les points du globe. "Ce plan semble peut-être utopique, mais il est parfaitement réalisable", estime ce spécialiste. "Presque tout serait recyclé ou régénéré à l'intérieur de chaque camp."

Les experts environnementaux préconisent le renforcement de la coopération avec les communautés locales, les gouvernements et les agences d'aide au développement, ainsi qu'une attitude plus souple et une vision plus large de la part des organisations humanitaires. Des efforts sont déployés en ce sens depuis des années avec des succès limités.

Mais comme le déclarait récemment le Haut Commissaire Ruud Lubbers : "Nous ne pouvons pas ignorer les répercussions des mouvements de réfugiés sur l'environnement. Cela mettrait en péril les droits et les besoins fondamentaux des réfugiés... et le principe même du droit d'asile." ■



*Afghanistan :
des centaines de
milliers d'exilés
ont fait leur
choix*

La cours



e au retour

La course au retour

par Fernando del Mundo

A 32 ans, Abdoul Khaliq n'a jamais connu que la guerre, les souffrances et l'exil. Enfant, il a vu les chars soviétiques détruire les vignes et les vergers de ses parents.

Après le retrait de l'armée rouge, la famille Khaliq a reconstruit la ferme. Peine perdue : les taliban au pouvoir ont de nouveau semé la terreur, incendié les maisons, dynamité les réseaux d'irrigation séculaire et abattu les arbres.

Abdoul a également souffert dans sa chair. Il y a douze ans, il a perdu une jambe sur une mine, à Kaboul. Plus tard, il s'est exilé au Pakistan.

Mais ses malheurs ne l'ont pas découragé. Il y a quelques mois, il a embarqué sa femme et ses cinq enfants dans une voiture de location et a pris la route de Qali Bibi, son village dans la plaine de Shomali, en Afghanistan. "Les Russes ont détruit nos champs dans les années 80", explique-t-il, "mais nous les avons remis en culture. Les taliban ont de nouveau tout saccagé. Mais notre plaine reflleurira. Nous n'avons qu'une terre, et elle est ici."

Abdoul Khaliq est l'un de ces innombrables réfugiés qui ont clairement manifesté leur choix de prendre le chemin du retour.

Au début des années 90, deux millions de Kurdes ont regagné leur région dévastée quelques mois seulement après la guerre du Golfe et ses retombées dramatiques.

Près de dix ans plus tard, 800 000 Kosovars contraints à l'exil ont réintégré leurs villes et leurs villages dans les trois mois qui ont suivi. On n'a probablement jamais vu autant de gens fuir et revenir en si peu de temps.

C'est un phénomène similaire qui s'est produit cette année en Afghanistan. Suite à la nomination d'un gouvernement intérimaire à Kaboul, plus d'un million d'exilés et au moins 160 000 déplacés internes sont rentrés chez eux en l'espace de trois mois.

"En Afghanistan, comme dans les deux cas précédents, rien ne laissait présager un retour aussi rapide", explique Ekber Menemencioglu, direc-



teur du HCR pour la région. "Nous pensions même que la situation n'était pas mûre, mais les Afghans en ont manifestement décidé autrement."

Un étrange paradoxe

Mais un tel enthousiasme a fait naître une nouvelle inquiétude : ce retour en masse survient trop vite, trop tôt, presque trop bien, et risque de compromettre un frêle équilibre à peine retrouvé.

Le fardeau ne sera-t-il pas trop lourd pour l'un des pays les plus pauvres de la planète, dévasté par des décennies de guerre, meurtri par l'invasion soviétique ? En 1990, au plus fort de la crise humanitaire, on avait

dénombré plus de 6 millions de réfugiés afghans - un record absolu dans le monde. Pratiquement tout est à reconstruire : les écoles, les hôpitaux, les routes, les exploitations agricoles. Et comme si cela ne suffisait pas, le pays est depuis quelques années frappé par une sécheresse sans précédent. Douze millions de personnes au moins ont été touchées par ce nouveau fléau.

Conscient de la fragilité de la situation, le nouveau gouvernement de Kaboul a sagement opté pour un rapatriement bien structuré et échelonné des près de quatre millions de réfugiés afghans, la plus nombreuse population de réfugiés au monde, malgré une légère diminution dans les années précédentes.

Le HCR avait donc prévu de venir en aide à près d'un million de rapatriés en 2002. Mais, ce chiffre ayant déjà été dépassé au printemps, l'organisation a décidé de doubler ses prévisions initiales. Le Haut Commissaire Ruud Lubbers, exprimant son inquiétude, a déclaré : "Nous sommes un peu effrayés de constater que l'opération marche si bien mais que nous sommes contraints de vivre au jour le jour!"

Et pourtant, presque plus personne ne parlait de l'Afghanistan avant les attentats



Pakistan : enregistrement pour l'aide au retour.

UN TEL ENTHOUSIASME A FAIT NAÎTRE UNE NOUVELLE INQUIÉTUDE : CE RETOUR SURVIENT TROP VITE, TROP TÔT, PRESQUE TROP BIEN, ET RISQUE DE COMPROMETTRE UN FRÊLE ÉQUILIBRE À PEINE RETROUVÉ.

du 11 septembre aux Etats-Unis. Le modeste budget que lui a alloué le HCR pour l'année 2001 n'était que de 8,4 millions de dollars, montant qui n'était financé qu'à 60% au moment des attentats.

Puis, du jour au lendemain, tous les projecteurs se sont braqués sur le pays. Face à l'ampleur du drame à venir, le HCR a annoncé qu'il aurait besoin de près de 300 millions de dollars pour son opération d'urgence et a triplé son personnel sur le terrain (700 personnes environ) dans près de 30 bureaux récemment ouverts.

Promesses tenues ?

Consciente d'avoir "lâché" l'Afghanistan après le retrait des troupes soviétiques en 1989, la communauté internationale a promis de ne plus jamais abandonner le pays à son sort.

Toutefois, le manque d'argent est vite devenu un handicap majeur, parmi tant d'autres, dans les efforts déployés pour remettre le pays sur pied. Une sécheresse implacable s'est de nouveau abattue sur le pays tandis que le HCR, n'ayant obtenu que 65% du financement nécessaire, envisageait de réduire les allocations de transport, de même que les programmes d'aide à la construction et d'approvisionnement en eau.

D'autres organisations étaient encore en plus mauvaise posture. Au moment où nous mettons sous presse, le Programme alimentaire mondial a annoncé qu'il réduisait des deux tiers, soit à 50 kilos de nourriture par famille, son assistance aux rapatriés, et que ses stocks risquent d'être épuisés dans quelques mois. L'Organisation internationale pour les migrations a suspendu toutes ses opérations de transport des rapatriés.

L'Organisation mondiale de la santé et Habitat n'ont rien obtenu pour le financement de l'aide d'urgence. Les 5 milliards de dollars d'assistance économique annoncés pour les cinq prochaines années arrivent au compte-gouttes. Et l'ambitieux programme de réouverture de milliers d'écoles est au point mort.

"Un travailleur humanitaire est arrivé un beau matin, suivi d'une douzaine de

journalistes bardés d'appareils photos", raconte Sadiqa Narouryan, 31 ans, récemment rentrée de son exil en Iran pour diriger un centre d'aide aux veuves et aux orphelins à Kaboul. "Il a distribué deux crayons et un cahier par élève. Depuis, plus rien. Beaucoup de pays ont promis d'aider l'Afghanistan, mais l'action ne suit pas."

"C'est une honte", commente sobrement un haut responsable humanitaire.

Sur la bonne voie

Un rapport commandité par l'Agence des Etats Unis pour le développement

auparavant. L'approvisionnement en eau n'était assuré qu'à 15% contre 43% auparavant.

L'Afghanistan est une étonnante mosaïque de contrastes, de reconstruction et de destruction massives, de sécurité relative et de banditisme à grande échelle.

Véritable ruche, Kaboul voit aujourd'hui défiler téléphones portables et costumes-cravates, réunions internationales sur fond de chantiers de reconstruction, de loyers flambants et de musique naguère honnie par les taliban. Rassurée par la présence des soldats de la paix, Kaboul voit



Campagne d'information sur les millions de mines terrestres, un véritable fléau en Afghanistan.

international (USAID) a évalué les conséquences de ces problèmes et de l'aggravation de la sécheresse sur les 27 millions d'Afghans, y compris les rapatriés. Le résultat est consternant : vers la mi-2002, le niveau de "sécurité alimentaire" - la quantité de nourriture journalière nécessaire - avait plongé à 9%, contre 59% deux ans

revenir ses réfugiés.

D'interminables cortèges de véhicules s'étirent sur les quelques routes du pays. Mais le banditisme sévit et de nombreuses régions sont encore aux mains des seigneurs de guerre.

Les actes d'intimidation, les agressions et les meurtres n'ont pas vraiment disparu,



UNHCR/PP. BENATAR/CS.AFG.2002

PRÈS DE CINQ MILLIONS DE CIVILS CHASSÉS PAR L'INVASION SOVIÉTIQUE ÉTAIENT RENTRÉS EN AFGHANISTAN BIEN AVANT LES DERNIERS RAPATRIÉS, MAIS LA REPRISSE DE LA VIOLENCE A OBLIGÉ DES MILLIERS D'AFGHANS DE QUITTER LEUR PAYS UNE FOIS DE PLUS.

La course au retour

et dans certains groupes ethniques, on craint que les haines ancestrales ne se traduisent par de sanglantes vendettas.

Bien que délivrées de la quasi-assignation à résidence imposée par les taliban, les femmes ont réagi avec prudence. Si certaines ont repris le travail, beaucoup continuent de porter la burqa, symbole de leur oppression. "Il est encore trop tôt pour changer de style de vie", déclare une femme pourtant très occidentalisée. "Il y aura peut-être encore des surprises, un retour en arrière. Nous ne voulons pas aller trop vite."

Quelque 40 000 personnes ont en effet

cherché à se réfugier au Pakistan et se sont retrouvées prises au piège dans un sinistre no man's land à la frontière, car les autorités pakistanaises ont refusé de les laisser entrer.

Lors d'une récente visite dans la région, le Haut Commissaire Ruud Lubbers a déclaré : "Dans ce pays, il est de tradition de vite régler les comptes à coup de fusil. Il faut que les mentalités changent petit à petit et je crois que nous sommes sur la bonne voie."

La présence du HCR et des travailleurs humanitaires dans l'ensemble du pays a contribué à créer un relatif climat de stabilité et de sécurité et à discrètement désamorcer des situations potentiellement explosives.

Au-delà de sa mission de protection, le HCR est en train de fournir un toit à 96 000 familles ainsi que des semences et des outils à 144 000 ménages. Des mini-projets de réparation d'écoles, de dispensaires, et de canalisations d'eau sont également en cours.

Des signaux contradictoires

La rapidité des retours a failli submerger le dispositif d'assistance. Harassés, des humanitaires ont laissé entendre qu'il fallait ralentir le mouvement, voire le suspendre temporairement, pour donner au pays le temps de se relever. Mais paradoxalement, certains pays ont décidé que c'était le bon moment pour renvoyer des milliers d'Afghans venus se réfugier chez eux. "Le



© AP/S. PLUNKETT/2002

C'est aussi la course à la reconstruction...

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE AVAIT PROMIS DE NE PLUS JAMAIS ABANDONNER LE PAYS À SON SORT. MAIS LE MANQUE D'ARGENT EST VITE DEVENU UN HANDICAP MAJEUR DANS LES EFFORTS DÉPLOYÉS POUR REMETTRE LE PAYS SUR PIED.

rapatriement précipité des réfugiés risque d'être un facteur déstabilisant supplémentaire pour un pays déjà très fragile", avait pourtant averti Erika Feller, directrice de la protection au HCR.

L'histoire récente de l'Afghanistan prouve la justesse de cet avertissement. Le pays a été le théâtre de tragiques chassés-croisés : près de cinq millions de civils chassés par l'invasion soviétique étaient rentrés en Afghanistan bien avant les derniers rapatriés, mais la reprise de la violence a obligé des milliers d'Afghans de quitter leur pays une fois de plus.

Et le mouvement n'est pas prêt de s'arrêter. A supposer qu'il se poursuive à son rythme actuel – et rien n'est moins sûr compte tenu de la situation extrêmement

difficile de l'Afghanistan – il faudra des années pour absorber l'essentiel de la population revenue d'exil. Certains réfugiés ne rentreront jamais. Beaucoup sont nés à l'étranger, d'autres se sont mariés et souhaitent rester dans leur pays d'adoption.

Passé le premier moment d'euphorie, les rapatriés sont parfois déçus, voire furieux. Depuis qu'il est rentré d'Iran, Aïnud-din Sherzaï vit entassé dans une pièce avec les 20 membres de sa famille. "Si je ne trouve pas très vite du travail, je vais me retrouver là-bas", lâche-t-il en montrant la cimetière, "ou alors il faudra que je retourne en Iran."

Mahbouba Niazi, 50 ans, vit depuis 19 ans en Iran, et elle n'a pas l'intention d'en bouger. "Je n'ai aucune instruction et je ne

sais même pas lire", explique-t-elle. "Mais mes trois enfants vont à l'université ici et je reste à cause d'eux."

Sitôt réinstallé dans la plaine de Shomali, Abdoul Khaliq, le fermier amputé d'une jambe il y a douze ans, a retapé une pièce de la maison en pisé de son père en profitant des beaux jours du printemps. Avec les autres habitants du village, il a réparé les réseaux d'irrigation qui les alimentent en eau depuis 150 ans.

"Nous avons besoin d'outils et de semences, mais avec l'aide de Dieu tout redeviendra comme avant", déclare son ami Jan Mohammad. "Et quand nous aurons terminé, la plaine reflourira. Car ici, c'est chez nous, c'est notre patrie", conclut Abdoul Khaliq. ■

À LA RECHERCHE D'UN REFUGE

ERYTHRÉE

Cessation du statut

Une guerre d'indépendance de trente ans, l'exode de centaines de milliers de civils, un récent conflit frontalier avec l'Éthiopie : l'Erythrée n'a pas été épargnée par l'Histoire. Mais la paix est enfin revenue et beaucoup d'Erythréens sont rentrés au pays. Le HCR a pu annoncer qu'après le 31 décembre, ceux qui vivent encore à l'étranger ne seront plus considérés comme des réfugiés. La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et la Convention de 1969 de l'Organisation de l'unité africaine définissent les conditions donnant droit au statut de réfugié, mais prévoient aussi que la protection ne s'applique plus une fois que la situation retourne à la normale dans le pays du réfugié et que le risque de persécution a disparu. Les réfugiés qui estiment qu'ils seraient en danger s'ils retournaient chez eux pourront demander le maintien de leur statut.

TIMOR ORIENTAL

Une nation est née

Au terme d'une lutte sanglante, suivie d'une période d'administration transitoire par les Nations Unies, le Timor oriental a obtenu son indépendance en mai. Tout s'est si bien passé que, comme dans le cas des Erythréens (voir plus haut), le HCR a annoncé qu'à partir du 31 décembre, le statut de réfugié cessera d'être appliqué aux 260 000 Est-Timorais ayant fui le Timor oriental en 1999. "Dans les dernières années, plus de 207 000 Est-Timorais ont été rapatriés avec l'aide du HCR", a déclaré le Haut Commissaire Ruud Lubbers. "Les réfugiés sont de plus en plus nombreux à opter pour le retour et leurs concitoyens les accueillent à bras ouverts."

EUROPE

Turbulences

"Nous ne voulons pas transformer l'Europe en forteresse", affirme Tony Blair. Mais le quotidien britannique *The Guardian* titrait récemment un de ses articles "La forteresse Europe tire le pont-levis". Le Premier ministre britannique reconnaît que la question de l'immigration et des demandeurs d'asile est l'une "des plus pressantes de notre temps". Elle provoque dans toute l'Europe de vifs débats. Au début de l'an-

té aux immigrés, face au candidat à la présidentielle française Jacques Chirac, est venu confirmer la poussée de l'extrême droite en Europe. Le Danemark, l'Italie et la Grande-Bretagne ont annoncé un durcissement des mesures en matière d'immigration et de droit d'asile. Lors du sommet du Conseil de l'Union européenne qui s'est tenu à Séville les 21-22 juin, le Haut Commissaire Ruud Lubbers a déclaré que les dirigeants européens avaient toutes les rai-



Demandeurs d'asile tentant de pénétrer en Grande-Bretagne par le tunnel de la Manche.

née, le HCR a accueilli favorablement un projet de directive de l'Union européenne visant à garantir les mêmes prestations sociales aux demandeurs d'asile dans tous les Etats membres. Seraient ainsi couverts l'accès aux soins et à l'éducation, la délivrance de papiers d'identité, les renseignements sur les procédures d'asile, et des mesures spéciales pour protéger certains groupes vulnérables comme les enfants non accompagnés.

Mais les électeurs européens expriment leur frustration face à ce qu'ils perçoivent comme étant des politiques gouvernementales impuissantes et inefficaces. Le score sidérant de Jean-Marie Le Pen, vieux routier de la politique connu pour son hostilité

de placer l'immigration au plus haut de leurs priorités, soulignant la nécessité de développer des politiques d'immigration et d'asile communes. "Nombreux sont les réfugiés qui arrivent en Europe en quête de protection. Mais nombreux sont aussi ceux qui font le voyage pour des raisons essentiellement économiques", a déclaré M. Lubbers. "Il faut des politiques strictes et réalistes pour pouvoir dissocier les réfugiés des immigrants. Toute la crédibilité du système d'asile en dépend. En outre des mesures de politique interne, les gouvernements européens devraient songer à aider les déracinés et les démunis chez eux, ou le plus près possible de leur pays ou région d'origine", a ajouté M. Lubbers. ■

■ **NATIONS UNIES** : le Secrétaire général Kofi Annan a recommandé la prolongation d'un an de la mission de maintien de la paix en République démocratique du Congo.

■ **WASHINGTON** : inquiets depuis les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis n'ont admis que 68 426 candidats à la réinstallation durant l'année fiscale 2001, le chiffre le plus bas depuis 1987.

■ **BOGOTA** : plus de 2 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays en 40 années de guerre en Colombie

■ **CANBERRA** : l'Australie envisage d'exclure du régime d'immigration certaines îles situées au large de ses côtes, ce qui en interdira l'accès officiel aux demandeurs d'asile.

AFRIQUE

De bonnes et de moins bonnes nouvelles

Au début de 2002, il y avait quelque 4,2 millions de personnes sous la protection du HCR en Afrique. Six mois plus tard, le règlement de deux guerres civiles particulièrement sanglantes est en vue : après une décennie d'affrontements fratricides qui ont fait des centaines de milliers d'exilés et de déplacés et quelque 50 000 morts, les armes se sont tues en Sierra Leone, et les élections présidentielles et parlementaires se sont déroulées sans incident sous le regard attentif de 17 800 Casques bleus – la plus grande mission de maintien de la paix dans le monde. Après l'arrêt des combats, 162 000 réfugiés sont rentrés chez eux, mais il en reste encore autant dans les pays limitrophes. Après la mort du chef rebelle Jonas Savimbi, un accord de cessez-le-feu a également été signé en Angola, pays qui compte au moins quatre millions de déplacés internes, auxquels s'ajoutent près d'un demi-



Réfugiés sierra-léonais rentrant dans leur pays.

million de réfugiés hébergés dans les pays voisins. Les rapatriements pourraient commencer l'année prochaine et les élections devraient se tenir en 2004, si le

calme se maintient. Les pourparlers sur l'avenir de la République démocratique du Congo se poursuivent tant bien que mal, et avec un nouveau gouvernement de transition au Burundi, les réfugiés burundais ont été plus nombreux à quitter les camps de l'ouest de la Tanzanie pour rentrer chez eux. Mais des foyers d'incendie se sont rallumés. C'est le cas au Libéria, où la reprise des hostilités compromet la stabilité du pays, mais aussi celle de toute la région. Et les tensions sont montées

en République du Congo, en République démocratique du Congo et dans la corne de l'Afrique, ce qui a entraîné de nouveaux exodes. ■

À LA RECHERCHE D'UN REFUGE

BRÉSIL

Bienvenue en Amérique latine

Le Brésil est le deuxième pays d'Amérique latine, après le Chili, à recevoir de manière officielle des réfugiés candidats à la réinstallation permanente. Un petit groupe d'Afghans est déjà arrivé à Porto Alegre, et d'ici la fin de l'année le Brésil accueillera une centaine de personnes aux termes d'un accord signé en 1999 avec le HCR. Alors que les pays sont souvent confrontés à un afflux imprévu de civils fuyant les guerres et les persécutions, 17 Etats se sont engagés à accueillir un certain nombre de réfugiés en vue d'une réinstallation permanente.

MEXIQUE

Titres fonciers

Les pays d'accueil acceptent de plus en plus rarement d'intégrer les réfugiés à la population locale – sauf le Mexique, qui a aidé des milliers de Guatémalteques dès les années 80. Quelque 43 000 d'entre eux sont retournés dans leur pays mais ceux qui ont préféré rester ont eu la possibilité de demander la nationalité mexicaine. Le gouvernement tient beaucoup au succès de cette intégration et, tout récemment, le président Vicente Fox Quesada a solennellement remis près de 3000 titres fonciers à d'anciens réfugiés et à des Mexicains.

KOSOVO

Menaces persistantes

Selon un récent rapport du HCR, le retour des minorités au Kosovo est pratiquement au point mort depuis un an. Les Kosovars exilés doivent donc continuer à bénéficier d'une protection internationale dans les pays d'asile, et leur rapatriement doit conserver un caractère strictement volontaire. La sécurité des minorités de la province, qui a été le théâtre d'un conflit en 1999, demeure précaire. Quelque 900 000 réfugiés sont rentrés au Kosovo mais la majorité d'entre eux appartient à la majorité de souche albanaise.

NATIONS UNIES

Une leçon aux grands de ce monde

Sa petite tête brune dépassant à peine du pupitre devant lequel elle se tenait, Gabriela Azurdy Arrieta, 13 ans, n'a pas hésité à faire la leçon à une soixantaine de dirigeants politiques et quelque 3000 autres délégués. "Nous sommes des enfants des rues", a martelé la jeune Bolivienne. "Nous sommes les enfants de la guerre. Nous sommes les enfants du sida." Elle s'exprimait à l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, qui s'est tenue ce printemps pour faire le bilan des progrès accomplis depuis le sommet mondial pour les enfants de 1990 et définir les priorités pour la prochaine décennie. Le HCR s'occupe de quelque 10 millions d'enfants et adolescents (RÉFUGIÉS,

n° 122), et le Haut Commissaire Ruud Lubbers a reçu une pétition signée par 43 000 enfants, qui demandent à tous les chefs d'Etat de leur donner le droit de rentrer chez eux. "Il ne faut pas laisser les enfants devenir des réfugiés, des gens sans toit et sans pays", a déclaré Ganga Adhikari, jeune réfugiée bhoutanaise de 17 ans en remettant la pétition. Le HCR a énuméré ses priorités – regroupement familial, prévention des violences sexuelles, lutte contre la conscription forcée, enregistrement de tous les enfants et accès à l'école. "Les enfants sont comme un miroir braqué sur l'avenir", a déclaré M. Lubbers, "et s'ils ne connaissent que privations, violence et exploitation, comment pourront-ils plus tard bâtir des sociétés stables, justes et prospères ?"

La distinction Nansen 2002

Le capitaine, l'équipage et le propriétaire du cargo norvégien Tampa ont reçu la distinction Nansen 2002 pour avoir secouru des centaines de demandeurs d'asile ayant fait naufrage dans l'océan Indien en août

de Norvège et le Haut Commissaire Ruud Lubbers lors d'une cérémonie qui a eu lieu à Oslo le 20 juin. Le capitaine Arne F. Rinnan et ses hommes n'avaient pas hésité à dérouter le Tampa pour secourir 438 *boat people*.



Pavarotti et ses amis.

Les enfants angolais de Pavarotti

Cette année, le ténor italien Luciano Pavarotti a dédié son gala de bienfaisance annuel aux jeunes réfugiés angolais. Cette soirée exceptionnelle, organisée comme chaque année à Modène, en Italie, a permis de recueillir des fonds pour les enfants angolais et, ajoute le Maestro, de rappeler au monde le sort des victimes de la guerre la plus longue et la plus oubliée d'Afrique. Au cours de la même soirée, le Haut Commissaire Ruud Lubbers a annoncé que le grand couturier italien Giorgio Armani avait été nommé ambassadeur de bonne volonté du HCR. M. Armani, qui se rendra très bientôt dans les camps de réfugiés, a déclaré qu'il acceptait sa nouvelle mission "avec humilité, étant pleinement conscient des énormes défis auxquels les réfugiés sont confrontés."



Cérémonie de la remise de la distinction Nansen 2002.

dernier. La distinction Nansen pour les réfugiés est décernée chaque année à des particuliers ou à des organisations qui ont accompli une action exceptionnelle en faveur des réfugiés. Les médailles et certificats Nansen ont été remis par la reine Sonja

L'Australie avait refusé de recevoir les rescapés, ce qui avait provoqué un tollé dans le monde entier. Le comité de sélection a aussi voulu rendre hommage au propriétaire du cargo qui a fait prévaloir le principe du sauvetage en mer. ■

Le plus vieux réfugié du monde ?

A 105 ans, Silver Kawanda est peut-être le plus vieux réfugié du monde. Son existence est une incroyable histoire d'endurance et de ténacité. Il serait né quelque part en Angola à la fin du XIXe siècle. Il a été témoin de l'apogée et de la chute des empires coloniaux et de l'émergence de l'Afrique moderne. Il a pu échapper à la plupart des guerres qui ont ravagé son pays, mais en janvier 2000, déjà plus que centenaire, il a été obligé de fuir les combats entre les forces gouvernementales et les rebelles de l'UNITA. Il lui a fallu quatre mois

pour parcourir les 150 kilomètres séparant son village du camp de réfugiés de Nangweshi, en Zambie, où il a rencontré le Haut Commissaire Ruud Lubbers récemment en mission dans la région. Sa femme, Paulina Chivela, a 80 ans. "On se nourrissait de baies sauvages et de racines, mais parfois il n'y avait rien à manger" lui a-t-il raconté. "On suivait les oiseaux qui nous conduisaient à des arbres fruitiers. Si on trouvait un animal mort, c'était un festin. Parfois, on avait la chance d'avoir un lit de feuilles pour dormir." Quand il était trop fatigué

pour marcher, ses compagnons d'infortune le portaient sur un brancard improvisé fait de branches et de fibres végétales. Evoquant sa rencontre avec Silver Kawanda, Ruud Lubbers, qui s'était aussi rendu auprès de jeunes mères vivant dans le camp, confie : "Cela a été une expérience inoubliable. L'impression de vivre un raccourci de l'Histoire, avec d'un côté, un vieil homme plus que centenaire, véritable mémoire vivante, et de l'autre, tous ces bébés qui représentent l'avenir de l'humanité."

AVEC L'AIMABLE AUTORISATION DE © PETER SCHRANK.



“Comme on m’a coupé les mains, j’ai voté avec mes orteils.”

Lors des récentes élections en Sierra Leone, l’une des victimes des rebelles durant la guerre civile qui vient de prendre fin.

“On a trop longtemps négligé le lien entre la présence de réfugiés et les atteintes à l’environnement.”

En 1992, Sadako Ogata, alors Haut Commissaire du HCR, avait lancé une mise en garde sur les liens étroits entre la dégradation de l’environnement et les afflux de réfugiés.

◆◆◆

“Nous ne voulons pas transformer l’Europe en forteresse. Mais il faut instituer certaines règles et mettre un peu d’ordre dans le régime d’admission au sein de l’espace européen.”

Le Premier ministre britannique Tony Blair, à propos des mesures proposées pour lutter contre l’immigration clandestine.

◆◆◆

“Nous ne pouvons pas ignorer les répercussions des mouvements de réfugiés sur l’environnement. Cela mettrait en péril les droits et les besoins fondamentaux des réfugiés et le principe même du droit d’asile.”

Ruud Lubbers, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

◆◆◆

“On a cru que les réfugiés étaient là pour abattre nos arbres et utiliser notre eau.”
Un chef de village zambien, expliquant les craintes de la population

locale lors de l’arrivée de réfugiés angolais.

◆◆◆

“Lors des débats sur les finances et l’économie mondiales, l’environnement est toujours le parent pauvre.”

Kofi Annan, Secrétaire général de l’ONU, lors de la campagne de lancement du Sommet mondial sur le développement durable, qui se tiendra en août à Johannesburg.

◆◆◆

“Pour le gouvernement, un réfugié sur la lune, c’est quoi ? C’est un astronaute. Et 100 000 réfugiés sur la lune ? C’est une sacrée bonne idée !”

Le député danois Kamal Qureshi,

critiquant le durcissement des mesures à l’encontre des immigrants.

◆◆◆

“Nous sommes rentrés parce qu’on nous avait promis la paix et la sécurité. Mais il n’y a pas de travail et nous n’avons pas les moyens de nous loger. Nous avons la liberté, mais ce n’est pas cela qui nous donne à manger.”

Malik Rahman racontant ses difficultés depuis son retour en Afghanistan avec les 14 membres de sa famille, après vingt ans d’absence.

◆◆◆

“Nous avons tendance à voir l’environnement par le petit bout de la lorgnette. Or, il touche à la politique, la protection, la sécurité, la nourriture et la santé.”

Sergio Calle-Noreña, chargé de la protection au HCR.

◆◆◆

“La probabilité de voir resurgir une guerre comme celle qui a déchiré l’Angola pendant dix ans est pratiquement nulle.”

Ibrahim Gambari, conseiller spécial de l’ONU pour l’Afrique, à propos de l’avenir de l’Angola.

◆◆◆

“On ne va pas changer du jour au lendemain le champ de ruines de 1999 en un nouvel Eden. Mais nous avons jeté des bases solides pour que le pays vive en paix.”

Sergio Vieira de Mello, administrateur de l’ONU au Timor oriental, quelques jours avant l’accès du pays à l’indépendance, le 20 mai dernier.

◆◆◆